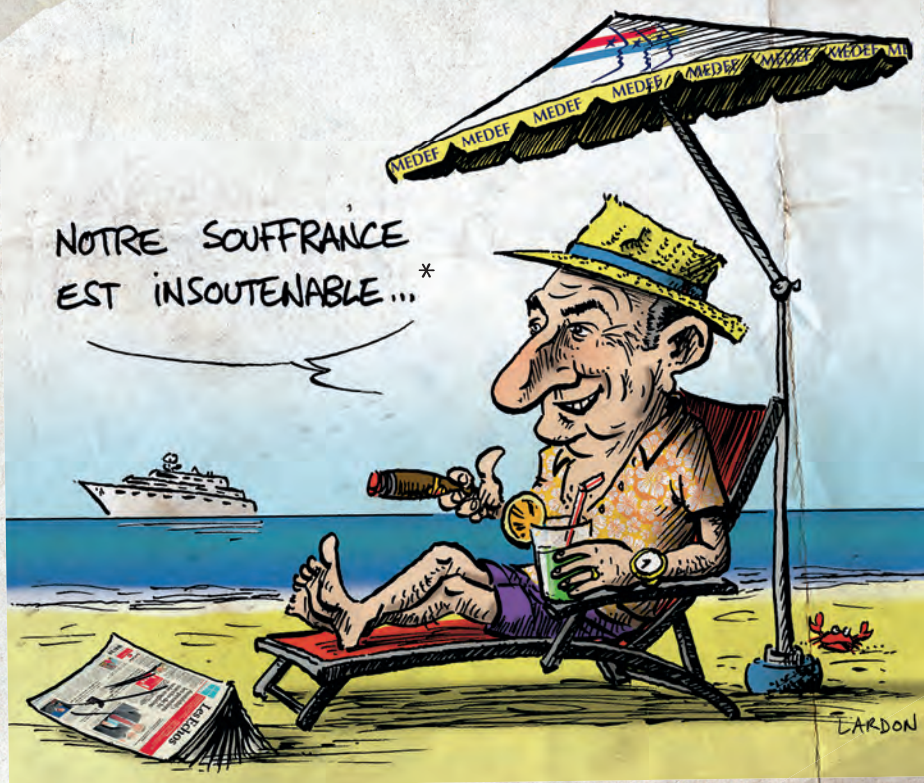


La souffrance de Gattaz

PARLONS-EN !



* Déclaration de Pierre Gattaz (président du MEDEF) - Le Figaro.fr le 6 novembre 2014

Après avoir demandé le droit de licencier sans justification et la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), Pierre Gattaz organise avec le Medef, une semaine de provocation patronale, du 1^{er} au 5 décembre, pour sangloter et exprimer « la souffrance des patrons ».

Le MEDEF se moque du monde

Depuis 2012, le MEDEF a tout obtenu du gouvernement : multiplication des exonérations, démantèlement du code du travail, précarisation, subventions publiques, recul de l'âge de la retraite... Tout cela en pure perte : le chômage atteint des records historiques, la précarité explose, l'économe est à l'arrêt. L'austérité fait des ravages. Seuls le patronat et les grandes entreprises profitent de cet immense gâchis. Et ils en veulent toujours plus. Pourquoi s'en priver ? Depuis 2012, Hollande et ses gouvernements n'ont cessé leur servir la soupe !

La vérité sur le MEDEF

Il ne faut pas confondre les petites entreprises et celles du CAC 40. Les premières, majoritairement, sont asphyxiées par les banques et subissent la loi des grands groupes. Les secondes représentent une véritable caste. Une centaine de personnes trustent les sièges de leurs conseils d'administration. Gattaz défend bec et ongles les intérêts de cette oligarchie. **Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat doivent rendre des comptes.**

Où va l'argent public versé au patronat ? Où va l'argent prêté aux banques par la BCE à 0,05 % d'intérêt ? Quelles sont les retombées réelles de ces cadeaux sur l'emploi et les salaires ? A ces questions, le MEDEF, le gouvernement et les grands médias se gardent bien d'apporter des réponses. Et pour cause ! Le vrai scandale, c'est le coût du capital !

Les vrais assistés sont au MEDEF

Les prestations aux entreprises ? Plus de 200 milliards d'euros, dont 30 d'exonérations de cotisations, 10 de Crédit impôt compétitivité-emploi (CICE), 6 de Crédit Impôt Recherche... Cette politique se poursuit depuis 30 ans, sans aucune efficacité sur l'emploi. La question dérange. Peu d'entreprises osent donner les chiffres et les services de l'État sont silencieux. Mais nous savons que des grands groupes, tels que Auchan, Orange, PSA ou Sanofi ont encaissé des millions au titre du CICE sans aucune contrepartie.

Proposition Une modulation du taux des cotisations sociales patronales pour pénaliser les entreprises qui cassent l'emploi, versent des bas salaires, préfèrent les profits financiers.

LA LISTE DU PÈRE NOËL 2013/2014



Les vrais fraudeurs sont au MEDEF

L'argent est là pourtant : la fraude fiscale pour 50 milliards, la fraude aux cotisations sociales patronales pour 20 milliards, l'évasion fiscale entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année... Il faut avoir le courage d'aller les chercher.

Proposition Mettre en œuvre les 61 propositions avancées par la commission parlementaire contre l'évasion fiscale.

Les cadeaux fiscaux, c'est pour le MEDEF

C'est le grand dada du MEDEF, de l'UMP, du FN et du gouvernement : il faut réduire les impôts ! Ce slogan occulte une vraie question : l'injustice aujourd'hui devant l'impôt. Avec la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés, on paye tous l'impôt. La vérité c'est que la pression fiscale est plus forte sur les couches moyennes et populaires que sur les plus riches.

Proposition Une véritable réforme fiscale de gauche pour un impôt juste, utile et éthique.

La cupidité, c'est le MEDEF

Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. La part des dividendes dans la richesse produite est passé de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

Les dividendes et rachats d'actions - stériles économiquement : ni emploi, ni investissement - viennent d'atteindre 95% du résultat des entreprises cotées à Wall Street ! En France, pour le CAC 40, ce taux a dépassé 80% en 2013.

Proposition La mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que celui de la cotisation sociale des salariés.

L'argent des banques, c'est pour le MEDEF

La Banque Centrale Européenne s'apprête à réinjecter 1.000 milliards d'euros en prêtant aux banques commerciales à un taux de 0,05% ! Mais elle ne prête toujours pas aux États, alors qu'un pays comme la France pourrait économiser plusieurs milliards d'euros sur les 45 milliards du « service de la dette » en se refinançant directement auprès de la BCE !

Proposition La BCE doit prêter directement aux États.



TENONS TÊTE AU MEDEF !

1. SEMAINE DE MOBILISATION

Dans chaque département comme au plan national, **les communistes organisent du 1^{er} au 5 décembre**, une contre-semaine **d'actions et de mobilisations** face au MEDEF et à la politique gouvernementale d'austérité.

2. PIERRE LAURENT LANCE UN DÉFI AU MEDEF

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lance un défi à Pierre Gattaz, président du MEDEF « Venez débattre avec moi, argument contre argument, de ces questions à la télévision pour que les Françaises et les Français se fassent leur opinion ».

